

45 % des personnels des collèges, des lycées et des CIO sont en grève aujourd'hui à l'appel du SNES-FSU et d'une large intersyndicale au niveau interprofessionnel comme dans l'Éducation. Des établissements sont fermés dans l'académie de Limoges ou Versailles, on compte 60 à 70 % de grévistes dans certains établissements et des vies scolaires sont fermées, par exemple dans l'académie d'Aix-Marseille.

Une forte mobilisation

Cette forte mobilisation des personnels du second degré, **comparable à celle connue lors de la mobilisation contre la réforme des retraites en 2023, alors même que nous ne sommes qu'au début de l'année scolaire et en début de mobilisation sociale.** Elle témoigne d'une profonde colère face aux conditions de rentrée, au déclassé salarial et à la mise à mal de l'École Publique en particulier par les politiques menées depuis 2017 (« Choc des savoirs », réformes du bac et du lycée, etc).

L'austérité pour Bolloré, pas pour les collèges et les lycées !

Cette forte mobilisation témoigne aussi de l'aspiration à une justice fiscale et sociale qui permette notamment de financer les besoins et les urgences du second degré. Ce qui creuse la dette, ce sont les baisses d'impôts pour les plus riches et les 211 milliards d'aides publiques captées par les grandes entreprises, mais certainement pas les investissements nécessaires et urgents pour l'avenir du service public d'Éducation et ses personnels.

Ces choix peuvent être financés : ainsi la taxe Zucman, pourrait rapporter entre 15 et 25 milliards d'euros. En 2023, le SNES-FSU avait estimé à 3,6 milliards d'euros l'augmentation de 10% des salaires des enseignant·es promise par Emmanuel Macron.

Le 18 septembre : un point de départ

Pour le SNES-FSU, la journée d'action du 18 septembre est nécessairement le point de départ d'un mouvement social qui s'ancre dans la durée pour gagner une rupture claire avec les orientations budgétaires qui ont prévalu jusqu'ici. Le SNES-FSU s'engage à poursuivre la mobilisation en construisant dans les plus brefs délais les conditions pour une grève réussie de plusieurs jours.

Le SNES-FSU s'inscrira dans le cadre de l'intersyndicale interprofessionnelle pour appeler à la poursuite de la mobilisation par la grève. A défaut d'une poursuite d'action dans ce cadre, le SNES-FSU proposera à l'intersyndicale Éducation une séquence de 2 à 3 semaines de mobilisation dans notre secteur autour de mots d'ordre clairs : « non à l'austérité dans l'Éducation nationale, un autre budget pour les salaires et carrières des personnels, pour l'amélioration des conditions de travail ». Pour le SNES-FSU, cette séquence doit se concrétiser par une grève de plusieurs jours, dans le cadre intersyndical le plus large possible.

L'austérité budgétaire annoncée pourrait porter un coup fatal à notre modèle social, en particulier aux services publics et la Sécurité sociale. La gravité de la situation et son caractère inédit appelle une réponse à la hauteur. Le début d'année scolaire a montré une disponibilité d'un certain nombre de collègues pour la mobilisation dans le cadre du plan d'action proposé par le SNES-FSU : les actions de rentrée, la participation aux actions intersyndicales du 10 septembre et maintenant la grève du 18 septembre... Face à un Premier ministre sur la défensive, obligé de lâcher du lest pour durer, amplifions la mobilisation pour gagner !